



DÉLÉGATION SUISSE

PRÈS
L'ORGANISATION EUROPÉENNE
DE COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

B.02.7/W.46/L.03.1 - SO/md

Conversation avec M. Kristensen,
le 8 mars 1961

*du Jeps chephol
Konic challenii.*

8.3.61.

11.11.61

en	62					%
Date	133					
Visa	20					11
EPD		11.3.61				
Ref.	S.C.41.7701.					

N o t e

Voici les sujets traités lors d'une conversation avec M. Kristensen, qui vient de rentrer des Etats-Unis.

1. Politique économique extérieure américaine.

Il y a deux "leitmotive" :

- a) Modification, en faveur des Etats-Unis, des critères de répartition des charges de défense à l'OTAN, problème qui sera traité dans cette Organisation.
- b) Répartition plus équitable de la charge de l'aide aux pays sous-développés. Ce problème sera présenté à la réunion du DAG, à Londres, le 27 mars. Il sera évoqué ensuite au Comité de politique économique de l'OECE, le 18 mars, par le Professeur Heller, "chairman of the Committee of economic advisers to the President" à Washington.

Depuis que le cours de l'or est en baisse, depuis l'opération monétaire allemande, les Américains ont perdu une grande partie de leurs inquiétudes sur l'avenir du dollar, dit K. Un nombre assez important de capitaux flottants est passé de Londres aux Etats-Unis.

2. Secrétaires généraux "suppléants" et secrétaires généraux "assistants".

Dans quelques jours, K. fera connaître le nom de ses deux principaux collaborateurs, les secrétaires généraux suppléants (un Américain et un Français). Il pourra annoncer le nom des



- 2 -

secrétaires généraux assistants, qui seront pratiquement des directeurs de divisions (un Britannique, pour la politique économique ; le Dr. Keiser, pour les échanges et les paiements ; M. Giretti, pour le développement).

Ceci nous amène à la position prise par les Ministres des pays neutres, à Genève, le 15 février, qui s'est manifestée par un veto autrichien à toute approbation des susdites propositions, que K. compte soumettre au Conseil de l'OECE.

J'explique à K. que la position des Neutres se justifie :

Dans ses déclarations, le gouvernement américain traite l'OTAN et l'OCDE comme deux organisations jumelles, deux instruments d'une même politique. Plus le temps passera, plus l'activité du DAG dans le domaine de l'aide, de l'OCDE dans les autres domaines économiques, représentera la politique commune du monde occidental, contraire aux positions du bloc de l'Est partout dans le monde.

Aucun représentant des pays neutres ne siégera au Secrétariat général. Cela n'est pas habile de la part de l'Organisation en ce qui concerne sa présentation vis-à-vis du monde non engagé, c'est-à-dire du tiers monde.

K. tient néanmoins à ses plans, il est opposé à l'idée d'un quatrième secrétaire général assistant, ce qui porterait à sept le nombre des membres du secrétariat général. L'OECE n'en a jamais eu plus de trois. Il est vrai que les secrétaires généraux assistants ne seront pratiquement que des directeurs de divisions. Néanmoins, la nouvelle candidature des Neutres entraînera une revendication analogue de la part des pays sous-développés membres de l'OECE (Grèce), ainsi que de Benelux.

Au cours de la conversation, il se dégage que deux lignes de conduite peuvent être suivies par les Neutres.

a) Ils suivent une ligne flexible et demandent qu'un ressortissant neutre soit nommé à un ou deux postes de directeurs, afin

- 3 -

de participer aux réunions internes des directeurs de l'Organisation où l'on discute la politique générale. Ils n'assisteraient pas aux réunions internes des secrétaires généraux suppléants et assistants, qui sont plus importantes.

Je dis à K. que, pour que nous adoptions cette solution plus flexible, il doit nous offrir un jeu plus complet de postes que celui de directeur de l'agriculture. K. l'admet, et offre à la Suisse la direction des relations extérieures et celle des comités industriels.

Les Neutres pourraient revendiquer également une vice-présidence du Conseil de l'Organisation, afin d'être représentés dans les réunions des Présidents et Vice-présidents des organes de l'OCDE, composant le "bureau" ou le "steering-board" où est discutée la politique générale de la maison.

De cette manière, les Neutres ne seraient pas en marge des discussions internes, tout en n'ayant pas un secrétaire général assistant.

b) Si le problème a pour les Neutres une importance telle qu'ils tiennent à la solution formelle, et même formaliste, du secrétaire général assistant, la question ne peut pas être raisonnablement résolue entre chefs de délégations ou au Conseil. Elle entraînerait de nouvelles revendications et il n'y aurait plus de limite au nombre des secrétaires généraux assistants. Elle doit être portée, par la voie diplomatique, à la connaissance des principales Puissances : Etats-Unis, France, Royaume-Uni. Sans une décision politique dans ces capitales, la revendication ne peut aboutir.

3. Démarrage de l'OCDE.

K. me confirme l'importance de la réunion du DAG, le 27 mars, à Londres, à laquelle assisteront MM. George Ball, van Scherpenberg, etc. Le problème de la répartition du fardeau de l'aide, et les critères de cette répartition, y seront assez

crûment exposés par les Américains.

Cette réunion marquera pour eux le début de l'activité de l'OCDE, même avant la mise sur pied formelle de la nouvelle Organisation.

La deuxième étape sera la réunion du Comité de politique économique, le 18 avril, à Paris, à laquelle participera le Professeur Heller. On y parlera également de la répartition du fardeau de l'aide et des problèmes monétaires. Ce sera le second acte dans le démarrage des activités nouvelles, décidées par les Etats-Unis dès décembre 1959.

4. Développement.

K. s'étend sur l'idée américaine d'une meilleure répartition du fardeau de l'aide, notamment (à ce stade) entre pays membres du DAG. On souhaite d'ailleurs voir s'élargir ce cercle, d'abord, peut-être, par l'accession de la Suède.

Je réponds qu'en ce qui nous concerne nous ne sommes pas favorables à la méthode du vote de crédits spectaculaires, pour lesquels une utilisation raisonnée et efficace n'est pas suffisamment préparée. Rien ne demande plus de temps que la mise sur pied d'une planification économique dans les régions sous-développées, dans laquelle des projets spécifiques puissent utilement s'insérer. Rien n'est plus difficile que de trouver les cadres nécessaires à la réalisation des projets spécifiques, qu'il s'agisse du pays donneur de l'aide ou du pays sous-développé.

Dans ce domaine, nous voulons être actifs, mais cette activité doit augmenter graduellement et organiquement. Pour l'instant, notre expérience et nos équipes ne sont pas encore à la hauteur de crédits plus spectaculaires.

K. répond que les Américains tiennent surtout à ce que les pays industrialisés inscrivent à leur budget ordinaire annuel des sommes permanentes, renouvelables, pour l'aide aux pays sous-développés. C'est la position qu'ils ont essayé de faire triom-

pher dans leurs négociations avec les Allemands. Ceux-ci songeaient plutôt à mettre à disposition un montant important, une fois pour toutes. Les Allemands pensent en termes d'une "dotation"; les Américains pensent en termes de montants budgétaires annuels. D'après K., on ne sait pas très bien sur quelle formule ils se sont finalement mis d'accord.

Il est convaincu, par ailleurs, que l'opération monétaire allemande représente un compromis, insuffisant pour les Américains, que M. von Brentano a dû accepter à Washington. Les soucis de présentation à l'opinion publique ont exigé que cette mesure soit annoncée comme une décision autonome.

*

Au cours de ses conversations à Washington, K. n'a entendu aucune revendication spécifique touchant la Suisse. On lui porte de l'intérêt en tant que centre monétaire international et, évidemment, on souhaite qu'elle puisse se décider à participer au DAG. Celui-ci a précisé pour but de trouver les modalités d'une aide qui, tout en restant bilatérale (c'est-à-dire individuelle, propre à chaque Etat) serait toutefois efficacement et rationnellement coordonnée.

5. Voyage en Suisse.

K. arrivera à St. Gall le samedi soir, 18 mars. Pendant le week-end, il sera l'hôte des autorités cantonales et du Professeur Bachmann. Il prononcera une conférence à la Handelshochschule le lundi après-midi.

Le mardi 21, il pourrait prendre le train de 6 H 41 et arriver à Berne à 9 H 50, ou celui de 8 H 08 et arriver à Berne à 11 H 14. Il préférerait ce deuxième horaire, espérant pouvoir être reçu en audience par les membres du Conseil fédéral au cours de la matinée, ainsi qu'en fin d'après-midi.

K. sera accompagné de M. Benjenk, futur directeur opérationnel du développement, et du Dr. Keiser, directeur des paie-

- 6 -

ments et des échanges.

Au cours de ses visites officielles dans les capitales, K. a été très largement reçu par les membres des différents gouvernements. Aux Etats-Unis, il a vu le Président Kennedy, M. Dillon, Secrétaire au Trésor, M. Rusk, Secrétaire d'Etat, et tous les conseillers spéciaux du Président en matière d'économie et de développement. Sans parler du directeur du Fonds Monétaire et du directeur de la Banque Internationale. En Suède, il a été reçu par cinq membres du gouvernement.

Ancien Ministre des Finances du Danemark, j'ai l'impression que K. serait heureux de pouvoir rencontrer le Chef du Département fédéral des Finances.

Paris, le 8 mars 1961.

A. SOLDATI.

La présente note est adressée à :

- la Division des Affaires politiques,
- la Division des Organisations internationales,
- au Secrétariat de la Division du commerce,
- l'Administration fédérale des finances,
- M. Hay, Directeur à la Banque nationale suisse à Berne,
- l'Ambassade de Suisse à Washington.